



## **Motion pour l'égalité d'accès aux services publics locaux Assemblée générale de l'ADECR44**

**20/05/2015**

*Réunie le 20 mai 2015 en assemblée générale, les élus communistes et républicains de Loire-Atlantique a adopté une motion s'opposant à la diminution de l'ouverture au public des trésoreries des villes de moins de 10 000 habitants au premier juin. Ils considèrent que cela constitue un recul dans l'égalité d'accès aux services publics. Ils souhaitent que les administrations soient dotées d'effectifs suffisants et exigent que cessent les politiques d'austérité qui conduisent à pénaliser les usagers et les agents des administrations d'État et des collectivités territoriales. Ils invitent les populations à participer à la grande manifestation pour le Service Public qui se déroulera à Guéret le 13 juin et pour lequel des départs en car sont prévus depuis Nantes\*.*

Dès le 1<sup>er</sup> juin 2015, la quasi totalité des trésoreries hors agglomération de Loire-Atlantique ne sera ouverte au public que le matin. Sont concernées les trésoreries d'Aigrefeuille, Ancenis, Blain, Bouaye, Clisson, Derval, Guémené-Penfao, Le Leroux-Botttereau, Machecoul, Montoir-de-Bretagne, Nort-sur-Erdre, Paimboeuf, Pontchateau et Savenay.

**Les élus communistes et républicains s'opposent à cette décision.**

Pour les usagers, il s'agit d'un recul dans l'accessibilité aux services publics de proximité. Le passage à 16h d'ouverture au public hebdomadaires uniquement en matinée concernant tant l'accueil physique que téléphonique risque d'exclure des usagers, notamment les actifs et les personnes qui dépendent des transports en commun.

Pour les agents, cette mesure pèsera sur les conditions de travail et la reconnaissance du travail accompli car l'insatisfaction des usagers se fera sentir et la concentration prévisible des sollicitations du public ainsi que l'adaptation du service s'accompagnera d'une intensification du travail.

La réduction des créneaux d'ouverture n'est qu'un pi-aller et est la conséquence des réductions d'effectifs (209 postes supprimés depuis 2010) à charge de travail égale voire supérieure. Ce manque de personnel est lui même causé par les politiques d'austérité imposées par les gouvernements successifs qui mettent en péril les agents publics, la qualité du service rendu, et contribuent à éroder la confiance des administrés vis-à-vis des institutions.

**Pour toutes ces raisons, les élus communistes de Loire-Atlantique demandent :**

- 1. Que cessent les politiques d'austérité** qui fragilisent le fonctionnement des administrations d'État et des collectivités territoriales ;
- 2. Que les administrations soient dotées d'effectifs suffisants** pour assumer pleinement leurs missions et leur rôle de service public ;
- 3. Que les administrations puissent assurer correctement l'accueil** physique et téléphonique du public tout au long des horaires de travail de journée.